

Brochure n° 3201

**Convention collective nationale**

IDCC : 2046. – **PERSONNEL NON MÉDICAL DES CENTRES  
DE LUTTE CONTRE LE CANCER**  
**(3<sup>e</sup> édition en préparation)**

AVENANT N° 2005-02 DU 23 MAI 2005  
RELATIF AUX SALAIRES  
NOR : ASET0550990M  
IDCC : 2046

Entre :

La fédération nationale des centres de lutte contre le cancer,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT ;

La fédération santé-sociaux CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément à L. 132-12 du code du travail, une négociation a été ouverte le 25 février 2005 sur les augmentations générales annuelles dans les CLCC et certaines mesures spécifiques. La négociation s'est poursuivie lors de la séance du 21 avril 2005.

Le présent accord établit le niveau des augmentations générales pour les personnels des CLCC en 2005 ainsi que certaines mesures spécifiques – étant établi que, dans l'hypothèse où des mesures complémentaires interviendraient dans la fonction publique pour 2005, une CNP serait convoquée sans délais pour compléter les mesures du présent accord.

Les augmentations concernant 2006 seront négociées en CNP dès que le cadrage budgétaire des pouvoirs publics, en fonction des négociations menées dans le secteur public, le permettra.

Les mesures salariales générales visent à :

- améliorer le niveau de rémunération des 3 premiers groupes salariaux de la classification (groupes A et B et C) en leur attribuant 2,6 % d'AG en 2005 avec une augmentation de 1,7 % en juillet en raison de l'augmentation importante du SMIC à cette date ;
- revaloriser la rémunération des chefs d'équipe et principaux (+ 1,4 % au 1<sup>er</sup> juillet 2005 au lieu de 0,9 % pour les autres groupes) qui prennent en charge la régulation et l'organisation des activités opérationnelles des centres ainsi que l'animation des équipes.

Par ailleurs, 2 mesures spécifiques aux CLCC déjà mises en place sont finalisées en faisant référence aux mesures catégorielles du secteur public :

- le DIT est définitivement gelé au 1<sup>er</sup> janvier 2005 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour tous les salariés non médicaux, ce qui aura pour effet de ne pas faire fondre les AG de 2005 de 20 % comme prévu antérieurement ;
- la 5<sup>e</sup> tranche de 1 % du RMAG est attribué aux salariés ayant atteint leur plafond d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Augmentations salariales 2005 des personnels des CLCC*

Les dispositions salariales ci-après s'appliquent dans le respect des accords locaux signés et agréés dans les CLCC en matière de réduction de temps de travail et de création d'emplois, tant pour le personnel médical que non médical.

Leur mise en œuvre sera donc soumise aux clauses en vigueur dans ces accords.

#### **1. Augmentations salariales générales :**

- 0,9 % au 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour tous les salariés des centres à l'exception des groupes A, B, C et H qui se voient attribuer un taux d'augmentation spécifique à cette date (voir ci-dessous) ;
- 0,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2005 pour tous les salariés de CLCC.

#### **2. Augmentations particulières :**

- 1,7 % au 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour les salariés des groupes A, B et C ;
- 1,4 % au 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour les salariés du groupe H.

Les grilles salariales des SMAG des CLCC par groupe de rémunération seront révisées en conformité avec les mesures du présent article.

### **Article 2**

#### *Rattrapage de la modération salariale consentie lors de la mise en place de l'ARTT dans les CLCC*

En sus des mesures salariales du présent accord, les signataires conviennent que les salariés des CLCC doivent être compensés de l'effort de modération salariale consenti lors de la transposition dans les centres de l'accord de branche UNIFED de 1999 sur la mise en œuvre de l'ARTT.

Ils prennent acte de la négociation qui s'engage dans la branche visant à la signature d'un accord-cadre de rattrapage des mesures de modération salariale mises en place dans les divers environnements conventionnels de la branche.

Ils conviennent d'ouvrir sans délais la négociation de mise en œuvre dans les CLCC de cet accord de branche dès son agrément.

Dans l'hypothèse où la signature d'un tel accord ne serait pas intervenue au 30 septembre 2005, l'accord de rattrapage salarial du 9 juillet 2004 serait à nouveau présenté à l'agrément.

Dans tous les cas de figure, le coût des dispositions de rattrapage de la modération salariale fera l'objet d'une demande de financement distincte des mesures salariales 2005 visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

### **Article 3**

#### *Mesures spécifiques*

##### **Gel du DIT au 1<sup>er</sup> janvier 2005**

Le différentiel d'indemnité transitoire résultant des dispositions transitoires de la convention collective nationale du CLCC du 1<sup>er</sup> janvier 1999 (art. 5.1.9 de la CCN version du 1<sup>er</sup> janvier 2003) sera acquis aux salariés de tous les groupes de rémunération qui en sont bénéficiaires au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

A compter de cette date, le différentiel d'indemnité transitoire (DIT) leur sera réputé définitivement acquis à la hauteur du montant constaté à cette date.

##### **Reprise d'ancienneté des plus de 25 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999**

Les dispositions du présent article sont arrêtées dans le respect des accords locaux signés et agréés dans les CLCC en matière de réduction de temps de travail et de création d'emplois.

Leur mise en œuvre sera donc soumise aux clauses en vigueur dans ces accords, notamment en ce qui concerne les mesures spécifiques de gel ou de grilles locales.

Dans la poursuite de l'accord salarial 2001/2002, et conformément aux termes de la déclaration commune signée par les mêmes signataires le 4 novembre 2002, il est établi que les salariés des centres qui avaient atteint au 1<sup>er</sup> janvier 1999 une ancienneté de 25 ans ou plus, c'est-à-dire qui avaient atteint le plafond de la prime d'expérience professionnelle au titre de la CCN 1999, se verront attribuer une indemnité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 de 1 % de leur RMAG valeur 2003.

Cette mesure sera incrémentée à « l'indemnité spécifique accord salarial 2001/2002 » créée dans le cadre de cet accord à titre exceptionnel. Elle ne fait pas fondre le DIT.

Cette indemnité est versée jusqu'à la date de départ du salarié du centre.

### **Article 4**

#### *Remise à niveau des barèmes résultant des accord locaux de mise en œuvre de l'accord de branche ARTT*

A l'exception des centres de lutte contre le cancer dont les grilles salariales ont été proratisées dans le cadre d'un accord de réduction du temps de travail à une durée inférieure à 35 heures hebdomadaires en moyenne, la fédération des centres de lutte contre le cancer recommande aux CLCC qui

appliquent des barèmes salariaux locaux inférieurs aux barèmes nationaux de les remettre au niveau des barèmes nationaux, particulièrement en cas d'obtention par leurs autorités régionales de la compensation des aides au financement de l'ARTT prévue dans la campagne budgétaire 2005 au titre du soutien aux établissements de santé non lucratifs.

## **Article 5**

### *Agrément*

Les dispositions du présent accord seront présentées à l'agrément dans les conditions fixées à l'article 54 de la loi du 2 janvier 2002 et de ses décrets.

## **Article 6**

### *Date d'application*

Le présent accord entrera en application le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant réception de la lettre d'agrément du ministère de tutelle.

En cas d'agrément postérieur à la date de mise en œuvre des augmentations salariales telle que stipulée à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord, les augmentations seront appliquées de façon rétroactive aux dates de l'accord.

Fait à Paris, le 23 mai 2005.

(Suivent les signatures.)